

## Consultation publique de l'ARCEP sur

# Projet de décision portant sur le marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre

## Réponse du Groupe M6 - Décembre 2021

Après avoir répondu à la consultation publique de l'ARCEP sur son document « Bilan et perspectives du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre » en Juin 2021, le Groupe M6 a pris connaissance, avec beaucoup d'attention, du projet de décision de l'ARCEP portant sur le marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre, objet d'une nouvelle consultation publique.

Nous nous réjouissons de partager les mêmes constats que l'ARCEP concernant la situation concurrentielle préoccupante actuellement observée sur ce marché. En effet, ainsi que l'ARCEP l'indique elle-même page 22 de sa consultation publique, *« Malgré l'implantation de sites alternatifs (241 sites ont été répliqués à fin 2020), la concurrence par les infrastructures reste très limitée, puisque 88 % des points de service sont opérés à partir des sites de diffusion de TDF »*. Par ailleurs, ainsi que l'ARCEP l'indique elle-même page 24 de sa consultation publique, *« En termes d'évolution, depuis 2016, année du rachat d'Itas-Tim par TDF, le degré de concurrence entre diffuseurs sur le marché de gros aval a peu évolué. Ainsi, à la fin de 2020, environ 26 % des points de service étaient diffusés par le concurrent de l'opérateur historique, contre 22,5 % fin 2016 »*. **Le degré de concurrence a même régressé par rapport à la fin de 2015** puisque 33,7 % des points de service étaient diffusés par un concurrent de TDF à cette date, ainsi que le montre la figure 9, page 24 également.

L'insuffisance de la concurrence, tant sur le marché amont que sur le marché aval, a logiquement conduit à une **hausse des prix de diffusion offerts aux multiplex**, ainsi que le Groupe M6 a pu le constater en 2020 et 2021 à travers sa présence dans les multiplex R2, R3 et R4.

**Il convient de noter que l'essentiel de la hausse globale observée sur les coûts de diffusion des multiplex sur le marché aval provient de la hausse des tarifs pratiqués par TDF sur le marché amont, en particulier sur l'ex-périmètre ITAS TIM et sur les sites réputés non répliquables.**

Concernant la politique tarifaire de TDF sur le marché aval, nous constatons deux phénomènes notables :

- Forte augmentation des tarifs sur l'ex-périmètre ITAS TIM
- Baisse substantielle des tarifs sur les sites historiques TDF pour lesquels il existe désormais une concurrence totale par les infrastructures.

**Malheureusement, les baisses de tarifs observées unitairement sur les sites pour lesquels existe une concurrence par les infrastructures n'ont pas suffi à empêcher une hausse globale du coût du réseau, étant donné le nombre insuffisant de sites concernés par cette concurrence.**

Ainsi, alors que l'ARCEP, dans son projet de décision, fait elle-même le constat de la faiblesse et de l'insuffisance de la concurrence actuelle, l'option consistant à accepter les engagements proposés par TDF nous apparaît totalement incompréhensible.

En effet, les engagements pris par TDF sont très **en deçà des obligations actuelles** et ne sont **pas réellement contrôlables**. En tout état de cause, ils nous paraissent **totalement insuffisants** pour garantir le maintien et le développement d'une concurrence, et ainsi la compétitivité des tarifs du marché aval :

- A titre préalable, TDF s'engage de manière générale à « *négociateur de bonne foi avec les opérateurs qui demandent un accès* », ainsi qu'à proposer « *des conditions techniques et tarifaires respectant les principes d'efficacité, de non-discrimination et de concurrence effective et loyale* ». Ces notions sont peu factuelles, trop vagues et par conséquent difficilement contrôlables. A titre d'illustration, à partir de ces critères, aucun acteur n'est véritablement en mesure d'apprécier la justification objective d'un éventuel refus d'accès.
- Concernant les tarifs publiés dans l'Offre De Référence, nous comprenons que **TDF n'aurait plus aucune contrainte concernant la fixation de ses tarifs**, autre que celle d'en informer l'ARCEP. En effet, il semble qu'il **n'existera plus de modèle de coût validé par l'ARCEP**. Dans ces conditions, comment s'assurer que les tarifs pratiqués par TDF sur les sites réputés non répliquables sont réellement orientés vers les coûts, tel que cela est actuellement imposé par l'ARCEP dans le cadre de la régulation *ex ante* ? Par ailleurs, comment seraient définies les notions de tarifs excessifs ou d'éviction ?
- TDF précise dans ses engagements qu'elle va adopter un système simplifié de séparation comptable **sans en préciser les modalités**, de sorte qu'il est impossible de savoir si l'ARCEP ou tout autre acteur aura les moyens de vérifier que TDF s'applique à elle-même son Offre De Référence.
- Contrairement à ce qui existe dans le cadre actuel de la régulation *ex ante* par l'ARCEP, **le taux de rémunération du capital est laissé à la libre appréciation de TDF**.
- Enfin, **il n'existe aucun descriptif des modalités concrètes de contrôle par l'ARCEP** du respect des engagements pris par TDF.

Ainsi que nous l'avons déjà écrit lors de la précédente consultation publique, **il est essentiel que l'ARCEP maintienne une véritable régulation ex ante** du marché de gros amont avec des conditions renforcées par rapport au précédent cycle.

**Le constat de l'échec des 4 cycles de régulation précédemment menés doit conduire l'ARCEP à renforcer cette régulation et à prendre des mesures beaucoup plus ambitieuses à l'occasion d'un véritable cinquième cycle.**